

Emilien QUINART

Né le 7 septembre 1990 à Reims

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – École de Droit de la Sorbonne
Centre Panthéon, bureau 203
12 place du Panthéon, 75231 Paris Cedex 05
emilien.quinart@univ-paris1.fr

SITUATION ACTUELLE

2020 – ... Maître de conférences en droit public à l'**Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**, Département Sorbonne Fiscalité & Finances publiques de l'Institut de Recherche Juridique de la Sorbonne (IRJS), EA 4150.

SITUATIONS PRECEDENTES

2019 – 2020 Enseignant-chercheur contractuel en droit public (LRU), **Université de Cergy-Pontoise**, Laboratoire d'études juridiques et politiques (LEJEP), EA 4458.

2016 – 2018 Attaché temporaire d'enseignement et de recherche en droit public (ATER), **Institut d'études politiques de Lille**, Centre « Droits et perspectives du droit », EA 4487.

2013 – 2016 Doctorant contractuel en droit public, **Université de Lille**, Centre « Droits et perspectives du droit », EA 4487.

TITRES ET DIPLOMES

2020 Qualification aux fonctions de maître de conférences en **droit public** (section 02) et **histoire du droit** (section 03) par le Conseil national des universités.

2013 – 2019 **Doctorat en droit public**, Université de Lille.

- Titre de la thèse : « **L'émancipation du pouvoir réglementaire (1914-1958)** », soutenue le 13 décembre 2019 devant un jury composé de Mesdames et Messieurs :

- Emmanuel CARTIER, professeur à l'Université de Lille (*directeur de thèse*)
- Jean-Philippe DEROSIER, professeur à l'Université de Lille
- Pascale GONOD, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (*rapporteur*)
- Alain LAQUIEZE, professeur à l'Université de Paris Cité (*rapporteur*)
- Marcel MORABITO, professeur émérite de l'Institut d'études politiques de Paris
- Maryvonne de SAINT PULGENT, président de Section au Conseil d'Etat
- Michel VERPEAUX, professeur émérite de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, (*président*)

- Thèse honorée du prix du Sénat (juin 2020) et du prix Dalloz de la Nouvelle Bibliothèque de Thèses (juillet 2020, décliné). Recension d'Anne-Laure GIRARD, RFDA 2021, n°1, p.205. La thèse est parue aux éditions Dalloz dans la collection « Bibliothèque parlementaire et constitutionnelle » en mars 2021.

2012 – 2013 **Master 2 droit public général** et contentieux publics, Université de Lille – mention très bien (major de promotion).

2008 – 2013 Diplôme de l'**Institut d'études politiques de Lille** (Sciences Po Lille) – mention bien, félicitations du jury (3^e de promotion). Mobilité internationale à l'Université de Heidelberg (Allemagne) en 2010-2011.

2008 **Baccalauréat général** économique et social, Académie de Reims – mention très bien.

PUBLICATIONS

Thèse / ouvrage

1. *L'émancipation du pouvoir réglementaire (1914-1958)*, thèse de droit public dactylographiée, Université de Lille, 13 décembre 2019, 982 pages.
 - *Prix de thèse* : prix du Sénat (juin 2020) et prix Dalloz de la Nouvelle Bibliothèque de Thèses (juillet 2020, décliné – prix non cumulables).
 - *Chronique* : Anne-Laure GIRARD, *RFDA* 2021, n°1, p. 205.
 - *Publication* : thèse parue aux Éditions Dalloz, coll. « Bibliothèque parlementaire et constitutionnelle », mars 2021, 862 pages.

Articles (revues à comité de lecture)

1. « Le pouvoir réglementaire, hantise républicaine », *Droits : revue française de théorie, de philosophie et de cultures juridiques*, n°72, novembre 2021, p. 127-156.
2. « A propos du décret d'avance du 19 mai 2021 : retour sur une pratique budgétaire à la frontière du droit et de la politique », *Jus Politicum Blog*, 28 mai 2021.
3. « Réforme de la contribution économique territoriale : quelles conséquences sur les finances locales ? », *Revue de droit fiscal*, n°10, 11 mars 2021, étude n°160.
4. « Que reste-t-il de la gestion de fait ? », *Revue française de finances publiques*, n°153, février 2021, p. 193-212.
5. « Conseiller l'État sur l'état d'urgence : entre légalité et opportunité », *L'Actualité Juridique Droit Administratif (AJDA)*, n°8, 7 mars 2016, p. 426-434.
6. « Quand le Conseil constitutionnel propose la loi ? », *L'Actualité Juridique Droit Administratif (AJDA)*, n°3, 27 janvier 2014, p. 142-146.

Chapitres d'ouvrages et contributions aux actes d'un colloque

1. Commentaire de l'arrêt du Conseil d'État du 6 décembre 1907, *Compagnie des chemins de fer de l'est et autres*, in : Thomas PERROUD, Jacques CHEVALLIER, Jacques CAILLOSSE et Danièle LOCHAK (dir.), *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, Paris : Éditions Panthéon-Assas [à paraître].
2. « Ordonnances et législation déléguée » (avec Julien PADOVANI) et « Travaux préparatoires » in : Audrey DE MONTIS, Priscilla JENSEL-MONGE et Damien CONNIL (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du Parlement*, Bruxelles : Larcier-Bruylant, coll. « Études parlementaires », [à paraître, 2023].
3. « Que faire de la gestion de fait ? », in : Aurélien BAUDU (dir.), *JF 2025 : la réforme des juridictions financières*, colloque conclusif du séminaire itinérant de la Société française de finances publiques, Cour des comptes, 16 décembre 2021, *Gestion & Finances Publiques*, 2022, n°2, p. 43-49.
4. « La justice, insoluble dans la LOLF ? » in : Jean-Baptiste JACOB (dir.), Emmanuel JEULAND (préf.), *Financer la Justice en France : Contributions à l'étude de la construction d'un budget*, Paris : IRJS Éditions, coll. « Bibliothèque de l'IRJS – André TUNC », 2022, 355 pages, spéc. p. 259-290.
5. « Les sources de la déontologie gouvernementale », in : Matthieu CARON et Jean-François KERLEO (dir.), *La déontologie gouvernementale*, Paris : Institut Universitaire Varenne, coll. « Colloques & Essais », 2022, 266 pages, spéc. p. 47-60.
6. « Une conception renouvelée de la loi ? », in : Emmanuel CARTIER et Michel VERPEAUX (dir.), *La Constitution du 27 octobre 1946 : nouveaux regards sur les mythes d'une constitution mal-aimée*, Paris : Mare & Martin, coll. « Droit public », 2018, 186 pages, spéc. p. 69-88.
7. « Déclaration générale de conformité » et « Hypothèque légale du Trésor », in : Gilbert ORSONI (dir.), *Finances publiques. Dictionnaire encyclopédique*, Aix-en-Provence : PUAM ; Paris : Economica, 2017, 983 pages, spéc. p. 288 et p. 524-525.

8. « La cohabitation. Cas pratique corrigé », in : Gilles TOULEMONDE et Dorothée REIGNIER (dir.), *Droit constitutionnel : annales corrigées et commentées 2020-2021*, Paris : Gualino-Lextenso, 2021, 200 pages, spéc. p. 134-138.
9. « Gouverner, c'est légiférer. Dissertation corrigée » et « *Scotland Act* 1998. Commentaire de texte corrigé », in : Aurélien BAUDU (dir.), *Les institutions de la Ve République et Principes fondamentaux de droit constitutionnel : annales corrigées et commentées 2016-2017*, Paris : Gualino-Lextenso, 2017, p. 44-50 et p. 66-73.

Recension d'ouvrage

1. Patrick CHARLOT, Nathalie DROIN et Delphine ESPAGNO-ABADIE (dir.), *Le Traité de droit constitutionnel de Léon Duguit*, Paris : Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. « Colloques & Essais », octobre 2020 – recension pour la revue *Jus Politicum*, n°27, janvier 2022, [à paraître].

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

- Enseignements à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (École de Droit de la Sorbonne) :

- depuis 2020
- Cour magistral de **Droit fiscal général** (36h), avec travaux dirigés, Licence 2 Droit.
 - Cours magistral de **Finances publiques approfondies** (33h), avec travaux dirigés, Masters 1 Droit des finances publiques, Droit fiscal, Droit public des affaires, Droit public général.
 - Cours magistral de **Fiscalité de l'environnement** (33h), avec travaux dirigés, Masters 1 Droit de l'environnement, Droit fiscal, Droit des finances publiques.
 - Séminaire sur **L'autonomie financière des collectivités territoriales** (16h), Master 2 professionnel Droit et gestion financière des collectivités publiques.
 - Cours magistral de **Droit administratif** (28h), Formation estivale intensive aux élèves des CPGE du Lycée Louis Le Grand.

- Enseignements à l'Université de Cergy-Pontoise :

- 2019 – 2020
- Travaux dirigés de **Théorie de l'Etat** (20h) et **Droit constitutionnel de la Ve République** (20h), sous la direction de Monsieur Philippe AZOUAOU, Licence 1 Droit.
 - Travaux dirigés de **Histoire du droit et des institutions depuis 1789** (60h), sous la direction du professeur Caroula ARGYRIADIS-KERVEGAN, Licence 1 Droit.
 - Travaux dirigés de **Finances publiques** (30h), sous la direction de Madame Sophie BAZIADOLY, Licence 2 Droit.
 - Travaux dirigés de **Libertés publiques et droits de l'homme** (15h), sous la direction du professeur Pierre-Henri PRELOT, Licence 3 Droit.
 - Travaux dirigés de **Contentieux constitutionnel** (15h), sous la direction du professeur Gwénaële CALVES, Master 1 Droit public.
 - Travaux dirigés de **Droit matériel de l'Union européenne** (15h), sous la direction de Monsieur Martin QUESNEL, Master 1 Droit international.

- Enseignements à l'Institut d'études politiques de Lille :

- 2016 – 2019
- Conférences de méthode d'**Institutions politiques comparées** (126h) et de **Droit constitutionnel de la Ve République** (54h), sous la direction du professeur Michel LASCOMBE et de Monsieur Gilles TOULEMONDE, 1^{ère} et 2^{ème} années, filière générale.
 - Conférences de méthode d'**Introduction générale au droit** (36h), sous la direction de Monsieur François BENCHENDIKH, 1^{ère} année, filière générale et franco-britannique.

- Enseignements à l'Université de Lille :

- 2014 – 2016
- Travaux dirigés de **Principes fondamentaux du droit constitutionnel** (30h) sous la direction du professeur Pauline TÜRK, Licence 1 Droit.
 - Travaux dirigés de **Droit administratif** (90h) sous la direction du professeur Manuel GROS, Licence 2 Droit.

COMMUNICATIONS (sans publication)

1. Animation et préparation d'une table ronde : « Une culture commune ? Traditions nationales, enjeux européens ? » in : Marcel MORABITO et Guillaume TUSSEAU (dir.), « La responsabilité du pouvoir exécutif : traditions nationales et culture juridique européenne » – *Projet REGALIEN (Responsibility of Governments, Accountability and Legitimacy in European Nations*, Sciences Po, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 20 mai 2022.
2. « Environmental taxation in the French experience », *Summer School in European Environmental Taxation*, Université de Naples Frédéric II, 25 juin 2021.
3. « La recherche dans les fonds des sections administratives du Conseil d'Etat », *Présentation du Guide de recherche dans les archives du Conseil d'Etat*, demi-journée co-organisée par le Comité d'histoire du Conseil d'Etat et les Archives nationales, Conseil d'Etat, 26 mars 2019.
4. « Quelles modalités pour l'enseignement du droit constitutionnel ? », table ronde lors de la VI^e journée d'études de la Commission de la jeune recherche constitutionnelle de l'AFDC, *Quel enseignement pour le droit constitutionnel ?*, Faculté de droit d'Aix-en-Provence, 6 octobre 2017.
5. « Le procès administratif à l'épreuve du droit au procès équitable », *Procédure(s) en procès ?*, Journée d'étude, Université de Valenciennes, 13 mars 2014.
6. « La QPC, facteur de convergence dans le procès conventionnel ? » (communication avec Marina BENIGNI), *La QPC ou l'introduction d'un nouveau gène dans le procès et l'architecture juridictionnelle française*, colloque, Université de Lille, 17 juin 2013.

ORGANISATION DE COLLOQUES ET JOURNEES D'ETUDE

1. « Retour sur une année de controverses budgétaires et constitutionnelles », demi-journée d'étude en co-direction scientifique avec Théo DUCHARME (Paris 1), Département Sorbonne Fiscalité & Finances Publiques de l'IRJS de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 25 mai 2023.
2. « L'Exécutif et les finances publiques », journée d'étude en co-direction scientifique avec Benoît MONTAY (Paris 2), Département Sorbonne Fiscalité & Finances Publiques de l'IRJS de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Centre d'études constitutionnelles et politiques de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas, 24 janvier 2022.
3. « Le dialogue des doctrines constitutionnelles : vers l'unité transfrontalière du droit constitutionnel ? », colloque de la Commission de la jeune recherche constitutionnelle de l'AFDC, Université de Rome 3, 28-30 octobre 2021 [Co-direction scientifique avec Julien PADOVANI et Giuliano SERGES].
4. « IX^e Prix de la Jeune recherche en droit constitutionnel », Sénat, 3 avril 2020 (reporté *sine die*) [Co-organisation avec Julien PADOVANI, Jean de SAINT SERNIN, Mélissandre TALON, Maxime TORRENTE].
5. « VIII^e Prix de la Jeune recherche en droit constitutionnel », Assemblée nationale, 22 mars 2019 [Co-organisation avec Laurianne ALLEZARD, Rym FASSI-FIHRI, Julien PADOVANI, Maxime TORRENTE].
6. « Contrôler les gouvernants. Où en est-on ? », colloque de la Commission de la jeune recherche constitutionnelle de l'AFDC, Université de Montpellier, 14 novembre 2019 [Co-organisation avec Gohar GALUSTIAN, Julien PADOVANI, Beverley TOUDIC].

7. « La thèse en droit constitutionnel », table ronde de la Commission de la jeune recherche constitutionnelle lors du X^e Congrès de l'AFDC, Université de Lille, 24 juin 2017 [Co-organisation avec Baptiste JAVARY et Basile RIDARD].
8. « 1946-2016 : 70^e anniversaire de la Constitution du 27 octobre 1946. Nouveaux regards sur les mythes d'une constitution "mal aimée" », colloque co-organisé par l'ISJPS, le CRDC et le CRDP, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 9 novembre 2016 [membre du comité scientifique].

COMITES DE SELECTION

- | | |
|------|--|
| 2022 | Membre de comités de sélection pour le recrutement de maîtres de conférences <ul style="list-style-type: none"> • Université Paris 1 Panthéon Sorbonne • Université du Mans • Université de Corse |
| 2021 | Membre d'un comité de sélection pour le recrutement d'attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) <ul style="list-style-type: none"> • Université Paris 1 Panthéon Sorbonne |

RESPONSABILITES UNIVERSITAIRES ET ENGAGEMENTS ASSOCIATIFS

- | | |
|-------------|--|
| 2021 – ... | Membre de la Société française de finances publiques (SFFP) |
| 2015 – ... | Membre de l'Association française de droit constitutionnel (AFDC) ; membre de la Commission de la jeune recherche constitutionnelle (jusqu'en 2020). |
| 2018 – 2020 | Président de la Commission de la jeune recherche constitutionnelle de l'Association française de droit constitutionnel (AFDC). |
| 2015 – 2018 | Expert pour le Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) : <ul style="list-style-type: none"> • Comité d'évaluation du Collège de France (mars 2018). • Comité d'évaluation de l'Université des Antilles (mai 2016). • Comité d'évaluation de l'Université nationale polytechnique d'Arménie (juin 2015). • Comité d'évaluation de l'Institut d'études politiques de Lyon (mars 2015). |